



Intervention d'Aïssata Seck
Directrice de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage
au Panel *Défis et stratégies de femmes d'ascendance africaine*
dans le cadre de l'Événement AfroMadrid 2025
Musée Reina Sofia, Madrid
15/10/2025

Mesdames,
Chères sœurs et amies,

C'est pour moi un grand honneur et une profonde joie de prendre la parole aujourd'hui dans ce panel dédié aux femmes d'ascendance africaine — à leurs défis, leurs stratégies, et surtout, à leur rôle dans la transformation de nos sociétés.

Je vous parle en tant que femme africaine, descendante d'une histoire de résistance, mais aussi en tant que responsable d'une institution nationale et élue de la République française. Ma présence ici, à Madrid, porte un symbole fort : celui d'une femme d'héritage africain qui, au cœur des institutions de la République, œuvre pour la mémoire, l'égalité et la justice.

Je dirige aujourd'hui la Fondation pour la Mémoire de l'Esclavage, une institution publique française créée pour entretenir la mémoire de l'esclavage, de la traite négrière et de leur abolition, et pour éclairer la manière dont cette histoire continue de façonner nos sociétés contemporaines. Et j'insiste sur ce mot — mémoire — car il ne s'agit pas du passé. La mémoire, lorsqu'elle est assumée, devient une force politique, un levier de transformation sociale et un outil de dignité.

À travers l'histoire, les femmes ont toujours été en première ligne.
Elles ont porté la vie, la culture, la langue et la résistance.
Elles ont été les gardiennes de la dignité face à la violence.
Et aujourd'hui encore, elles demeurent les architectes de la transmission et du changement.

C'est pourquoi je veux souligner à quel point les femmes afro-descendantes se trouvent au cœur de l'histoire et de l'avenir. Car nous ne sommes pas seulement les héritières d'un passé douloureux — nous sommes les bâtisseuses d'un avenir fondé sur la liberté, la créativité et la justice.

Permettez-moi de vous partager un événement marquant.

Il y a vingt-quatre ans, la France est devenue le premier pays au monde — et à ce jour, le seul pays européen — à adopter une loi reconnaissant l'esclavage et la traite négrière comme crimes contre

l'humanité. Cette loi est connue sous le nom de Loi Taubira, du nom de Christiane Taubira, femme noire et femme politique originaire de Guyane française.

Son adoption à l'unanimité par le Parlement français fut une étape historique : elle marqua la reconnaissance officielle par la République française d'une vérité universelle. Et il est essentiel de se rappeler que cette loi fut portée par une femme d'ascendance africaine, dans un espace politique où de telles voix étaient rares. Cette loi prouve que les femmes noires peuvent changer le cours de l'histoire, qu'elles peuvent transformer la mémoire en législation, et la douleur en justice.

La France est aujourd'hui le pays européen qui compte la plus grande population d'ascendance africaine — conséquence de son histoire coloniale et de sa géographie : les Caraïbes, la Guyane, La Réunion, Mayotte, la Martinique, la Guadeloupe... ainsi que ses liens profonds avec l'Afrique : le Sénégal, le Mali, le Cameroun, le Congo, Madagascar, et bien d'autres. Des millions d'hommes et de femmes d'ascendance africaine font partie intégrante de la nation française. Ils sont la France. Mais leur visibilité — leur réelle présence dans les représentations, les institutions et la culture — ne reflète toujours pas leur importance dans la société.

C'est là tout l'enjeu : La France ne peut pleinement incarner ses idéaux républicains d'égalité que si toutes ses composantes — y compris ses citoyens afro-descendants — sont représentées, reconnues et respectées.

Nous ne pouvons pas parler de justice, d'égalité ou de mémoire sans aborder la question de la représentation politique. Trop longtemps, les femmes noires ont été tenues à l'écart des espaces de décision. Mais la question n'est pas de *leur donner la parole* — elle est de reconnaître la légitimité des voix qu'elles portent déjà.

En tant qu'élue de la République et responsable d'une institution nationale, je mesure chaque jour ce que signifie occuper ces espaces. C'est une responsabilité, certes, mais aussi une conquête — rendue possible par les luttes et le courage de celles qui nous ont précédées.

Des progrès ont été accomplis, mais ils demeurent fragiles, insuffisants, souvent isolés. Nous ne pouvons pas nous reposer uniquement sur des réussites individuelles ou des figures symboliques. Cela doit devenir une politique publique, soutenue par l'État et évaluée comme le sont aujourd'hui les politiques d'égalité entre les femmes et les hommes.

De la même manière qu'il existe des politiques publiques pour promouvoir l'égalité entre les sexes, il doit exister des politiques dédiées à la représentation, à la reconnaissance et à l'égalité des femmes afro-descendantes. C'est une question de démocratie. Une question de justice. Et une question de dignité humaine.

Alors, comment avancer ?

Je crois que notre action doit s'appuyer sur trois piliers essentiels :

L'éducation est notre première arme. Elle ouvre les portes de la liberté et de la conscience. Les écoles doivent enseigner une histoire inclusive, où les enfants afro-descendants se voient représentés, où les

jeunes filles noires trouvent des modèles, et où la diversité devient une source de fierté, non quelque chose à cacher.

L'art, la littérature, la mode, le cinéma et la musique sont des outils de visibilité et d'émancipation. Par la culture, nous reprenons le contrôle de notre image, de nos récits et de nos voix. La culture est l'espace où nous transformons l'invisibilité en influence.

Nous devons construire un réseau mondial puissant de femmes afro-descendantes, à travers l'Afrique, l'Europe, les Amériques et les Caraïbes. Nous devons apprendre à parler d'une seule voix, à agir ensemble, à faire de notre diversité une force politique. Nos luttes sont liées, et lorsque nous nous unissons, nous devenons irrésistibles.

Mesdames, Je rêve d'un mouvement mondial de femmes afro-descendantes, uni, fort, conscient de sa responsabilité historique. Un mouvement qui relie la mémoire à l'avenir, les mots à l'action, la dignité à la justice.

Nous ne sommes pas seulement les héritières d'une histoire de souffrance. Nous sommes les bâtisseuses d'un avenir de liberté et de fraternité. Et comme l'a dit Audre Lorde : « Je ne suis pas libre tant qu'une seule femme est encore enchaînée. »

C'est cette liberté partagée que nous devons continuer à poursuivre — avec nos voix, nos savoirs et nos solidarités.

Car l'avenir des femmes d'ascendance africaine est indissociable de l'avenir du monde. Et parce que sans les femmes noires, il n'y aura pas de transformation.

Je vous remercie.